DECEMBRE

19-PARIS-86

.CHARITE OU COMMUNISME

*

. L'INSURRECTION HONGROISE 1956

*

. D'UN ONZE NOVEMBRE A L'AUTRE

*

- PAGE REVOLUTIONNAIRE

JALONS

14

RECHERCHE, ETUDE MARXISTES
POUR LE
COMBAT REVOLUTIONNAIRE

COMMUNISME OU CHARITE

Le titre du présent travail, "Communisme ou charité" n' a rien pour surprendre. En effet, les révolutionnaires n'ont jamais cessé de mener de toutes leurs forces la lutte contre la soumission passive et de dénoncer la charité auxquelles ils opposent la praxis et le communisme. Alors que la lutte de la classe ouvrière est un besoin constant pour le devenir communiste de l'humanité, la charité est, quant à elle, une institution indispensable à la société bourgeoise tout comme la police et l'église, l'alcoolisme et la drogue.

Dans son fonctionnement, dans son idéologie, la société bourgeoise se veut régie par le principe d'individualisme moderne et l'égalité. L'homme, en tant que sujet moral, c'est à dire la personne égale aux autres personnes, n'est que la condition préalable de l'échange des produits de l'activité humaine sur la base de la loi de la valeur. L'individu doit s'en tenir au pur calcul économique, sinon le rapport de valeur ne peut se manifester comme un rapport social nécessaire.

Le communisme est tout dans la négation du principe individualiste porteur d'égoïsme, d'arrivisme et d'esprit concurrentiel. Le communisme est destruction de cette trinité: égoïsme, arrivisme, concurrence, représentant dans leur totalité l'expression d'un seul et même rapport social de production et de reproduction, le capitalisme. Le communisme est donc dépassement positif de cet individu particulier et il est reconstitution de l'unité de l'espèce dont l'homme n'est plus séparé : l'homme est en même temps communauté humaine.

Par son incessant travail idéologique, la classe dominante enseigne que la propriété est le prolongement de la personne. Donc, en établissant et en défendant une forme historique donnée de propriété, la bourgeoisie défend l'homme. C.Q.F.D.

Il y a la croyance mystifiée, largement répandue -y compris chez les prolétaires- que l'échec social est le résultat d'un manque de fermeté du caractère ; que le "laisser-aller", qui est regardé comme un vice, est le père de la misère. A l'inverse, la réussite sociale devient possible pour tout individu à condition qu'il veuille travailler d'arrache-pied pour parvenir à un rang supérieur.

La crise est venue battre en brèche ce tissu de mensonges, montrant, en outre, que la critique communiste n'était pas une vue de l'esprit de visionnaires utopistes et le communisme un messianisme sans fondement objectif.

Maintenant, la crise impose la misère sur une échelle toujours plus étendue . C'est la faillite de l'idéal d'abondance pour tous et de promotion sociale, promis hier encore. Dans le contexte mondial actuel, la crise est le démenti cinglant du crédo en la fameuse "prosperity for ever". Elle est le signe, gravé au fer rouge, de l'échec absolu du capitalisme.

La déchéance de pans entiers du prolétariat et des classes intermédiaires ne se juxtapose plus à la réussite de quelques heureux élus. La dynamique sociale ne se trouve plus être régulée par un système de bascule qui fait que la chute des uns est contrebalancée par l'ascencion sociale des autres. Le "rêve américain" s'est évaporé, les grandes espérances du capitalisme sont mortes.

La misère sociale engendrée par la crise du mode de production capitaliste est une forme d'anéantissement, une fosse commune dans laquelle tout homme -et ce, quel que soit momentanément le rang occupé dans la pyramide sociale-, est susceptible de sombrer corps et bien.

En précipitant dans le paupérisme, cet "hôtel des invalides de l'armée active du travail" (Marx) jusqu'à une masse de petits industriels, de paysans moyens endettés et de petits rentiers (sans pour autant leur donner la force, exclusivement réservée au prolétariat, d'attaquer la société bourgeoise à la racine), la crise n'a fait qu'élargir la situation de prolétaires à d'autres couches de la société.

Dans l'Antiquité, les esclaves soumis au pouvoir des maîtres étaient assurés de ne pas crever de faim. Le capitalisme peut, lui, laisser crever de faim et agoniser les prolétaires. Hommes pratiques qui se vantent de leur esprit "positif" et de leur "bon sens", les bonzes syndicaux n'aspirent qu'à étouffer dans l'oeuf toute prise de conscience du besoin du communisme. Les mots d'ordre syndicaux sont des slogans de soumission "Obligez les riches, contraignez l'Etat à faire de vous des esclaves. Au moins, vous aurez du pain!".

Voilà bientôt deux mille ans que le Christ, porteur de la "Bonne nouvelle" enseigna aux esclaves la parabole d'Amour de son prochain "Aimez vos ennemis!". De nos jours, par ses oeuvres de bienfaisance et de charité, la classe dominante cherche à montrer qu'elle n'est point ennemie du prolétariat et, que tout au contraire elle lui apporte aide et assistance.

Le capitaliste chez qui la filouterie entre dans la composition de sa personne -tout comme sa taille ou la couleur des yeux-, qui fait trafic d'influence et n'est que convoitise,qui utilise n'importe quel coup bas pour vaincre son concurrent,

accomplit ses devoirs "moraux" en faisant preuve de charité. Avec cette conduite morale il a la prétention d'oeuvrer à l'amélioration du monde alors que sa morale n'est en réalité que le reflet déformé, qu'un aspect de ce monde véritable, l'aspect qui montre les rapports humains soumis à la loi de la valeur.

DE LA CHARITE

La faim dans le monde, la pauvreté à notre porte ou en notre propre foyer, c'est le produit inéluctable de l'existence du capitalisme qui perdure, de son développement anachronique et de son développement anarchique. Maintenant que la société se trouve placée de plus en plus sur la lame d'un couteau, la bourgeoisie mystifie par sa rhétorique de la pauvreté, de l'aide à son prochain. Sous couvert d'être une entreprise humanitaire, la charité est une des formes les plus insidieuses du mensonge social pour obtenir l'état d'atomisation des prolétaires et leur prostration

La charité occulte le besoin de l'engagement au combat, rabaisse l'homme à tendre humblement la main pour recevoir un iota du produit social que rafle et monopolise la bourgeoisie. Nous y voyons un "opium du peuple", le narcotique qui plonge les masses dans le conformisme et la résignation, tout en les portant, pour un bonheur illusoire, à renoncer à la lutte pour le bonheur réel.

Les problèmes sociaux ne sauraient être résolus par la bonne intention, les bons sentiments. S'il en était ainsi, il suffirait en effet, comme le préconisent les prédicateurs de la charité, de convertir intérieurement le capitaliste, de lui faire "honte" pour ses abus pour en faire un "bon" capitaliste et, de convertir pareillement le prolétaire pour en faire un "bon" ouvrier, les deux se rejoignant par-dessus l'ancien fossé des classes sociales pour reconstituer, d'un commun effort, la cîté harmonieuse.

En tant que partie intégrante de l'arsenal idéologique de la classe dominante, la morale de la charité est au service de la classe exploiteuse pour lui permettre de rationaliser et même spiritualiser son comportement.

Nous abhorrons les principes de la morale caritative déversée à gros débits par l'ensemble des "médias". Cette croisade réunit d'anciens soixante-huitards, les démocrates, les antiracistes, les staliniens, les chrétiens. C'est une manière de Front populaire du bon coeur, un mouvement oecuménique séculier. Ce qui caractérise tous ces braves gens, c'est le conservatisme rétrograde de leur pensée, le contentement du phi-

listin plein de bon sens, leur misérabilisme politique, leur tartufferie, leur prostitution idéologique à l'Etat.

Tous proclament travailler à ce qu'il y ait moins de misère en cette vallée de larmes, à ce que l'Etat se penche sur le sort des nécessiteux. Ce faisant, ils accoutument par leur utilitarisme à cette idée que l'Etat est à l'écoute des plaintes et sait tendre une main secourable aux déshérités.

C'est à une amélioration constante, ininterrompue des conditions matérielles d'existence du "peuple souverain", garantie par des institutions politiques démocratiques ayant pour résultat un relèvement moral et social, que visent le chrétien et l'humaniste athée. Ces multiples bienfaits, ils les convoquent de leurs voeux quand même la crise s'abat avec brutalité et détruit les institutions de la démocratie bourgeoise.

D'après eux, ces bienfaits proviennent de la mise en adéquation de l'intérêt personnel et de l'intérêt général. Or,ce qui caractérise la société bourgeoise, c'est précisemment que les intérêts personnels, privés, se détachent tout à fait de l'intérêt général et s'y opposent. Dans le capitalisme, il y a antagonisme entre intérêt privé et intérêt général et, il en sera ainsi tant qu'il y aura une société de classes. Avant tout, la société bourgeoise se présente comme une société de propriétaires de moyens de production et de vendeurs de force de travail. Il y a ceux qui possèdent les produits du travail et ceux qui en sont dépossédés.

Ceux qui se mobilisent, avec plus ou moins de conviction, sur le terrain de la charité tolérent et acceptent fondamentalement le capitalisme. Par-dessus tout, il y a chez eux le souhait que les affamés restent sagement dans les brancards du capitalisme et qu'il n'y ait point de réaction massive et violente de la part de ces derniers. Le chrétien prie le Ciel, l'autre la démocratie pour qu'il n'y ait pas de lutte et d'agitation anarchique. Pas de coups, seulement des échanges de politesse, de salamalecs de remerciement pour l'oeuvre caritative des classes qui ont construit leurs fortunes sur l'exploitation du prolétariat.

C'est la charité qui motive le chrétien, c'est à dire Amour surnaturel descendu sur terre dans la personne du Christ. Sa charité procède du Père, du Fils et du St.Esprit. Pour le chrétien refuser de donner, refuser la charité qui est tout amour de Dieu et des hommes, c'est tourner le dos à la récipiscence de nos péchés, à la rédemption et à la résurrection finale.

C'est le mythe de la solidarité de tous les citoyens envers les "déshérités" dans un monde épuré de ses antagonismes de

classe qu'alimente l'humaniste.

IMPUISSANCE DE L'ETAT

D'une mesure administrative à l'autre, le paupérisme s'est érigé au cours de son développement en une institution nationale. Inévitablement, il est devenu l'objet d'une administration aux mille ramifications. Il a donné corps à un système bureaucratique stupide omniscient et omniprésent Une administration aussi veule qu'incapable de le juguler s'est donnée pour tâche de le discipliner.

Les remèdes au paupérisme se sont avérés être pires que le mal. L'Etat bourgeois ne peut pas supprimer ni même limiter le paupérisme par des décrets :

> "Plus l'Etat est puissant, donc plus un "pays est politique moins il est dispo- "sé à chercher dans le principe de "l'Etat -c'est à dire dans l'organisa- "tion actuelle de la société, dont l' "Etat est l'expression active, conscien- "te et officielle-, la raison des tares "sociales et à en comprendre le principe "général. Si l'intelligence politique est "précisemment intelligence politique, "c'est qu'elle pense à l'intérieur des "limites de la politique. Plus elle est "pénétrante et vivante, moins elle est "capable de saisir la nature des tares "sociales."
>
> Marx "Vorwärst" n°60 ; 7-10/8/1844

La charité officielle 1) n'a encore jamais arrêté les progrès du paupérisme 2) elle n'est pas en mesure de le faire 3) elle n'est jamais parvenue à rogner les dents de requins des capitalistes.

La charité officielle n'a jamais conduit qu'à opprimer davantage. A l'occasion les philanthropes, choqués en leur âme et conscience, qui parlent à tort et à travers des bienfaits de la charité, savent rapidement se délester de leurs grands principes. L'humanisme de la bourgeoisie cède souvent la place aux appels à la sévérité et à une plus dure application du code pénal. Avec le retour en force de la crise, la criminalité, la délinquence, le vagadondage font irruption.Les classes dominantes se lamentent alors de la chute vertigineuse des valeurs morales et en appelent au relèvement moral de la Nation. Les mêmes qui préchaient hier encore la charité deviennent les

champions de l'établissement pénitentiaire, d'un univers carcéral type "work'house" où les misèreux triment tels des forçats.

LE CHOMAGE

Lors de la phase ascendante du capitalisme, les chômeurs constituaient une réelle armée industrielle de réserve pouvant satisfaire une demande de force-de-travail ultérieure.
A l'inverse, l'époque présente est celle de l'éjection définitive des usines pour le plus grand nombre. La guerre que se livrent les capitalistes prend une tournure sans cesse plus meurtrière C'est une guerre industrielle sans trêve ni merci, qui a ceci de particulier : elle ne se gagne pas en recrutant, mais en congédiant des armées complètes de travailleurs, par petits paquets pour commencer, puis par contingents toujours plus importants. Celui des généraux de cette guerre économique qui donnera congé au plus grand nombre de soldats sera victorieux. Cette guerre véritable a commencé aux débuts des années 1970 et, jusqu'ici elle n'a été qu'une suite de défaites et de deuils pour le prolétariat.

L'ordre capitaliste est un mécanisme barbare qui ne considère que le profit, l'accumulation. Un travailleur est exploité au maximum de son rendement, tant physique que nerveux , pour être jeté comme un détritus lorsqu'il n'est plus rentable. La production capitaliste écrase et exclut quiconque ne parvient pas à soutenir les nouvelles cadences, quiconque ne satisfait plus aux normes.

Ces règles,qui jouaient implacablement déjà dans les périodes de développement continu des forces productives, sont portées au paroxysme en période de crise. Lorsque celle-ci se développe et s'étend, le chômage entraîne des hécatombes entières d'ouvriers, d'artisans, de petits paysans.

Les plus faibles se déclassent, coulent à pic, touchent le bas de l'édifice social et, tel un sédiment tombent au fond de l'organisme social. Aux prises avec cette société lépreuse, soumis à un processus d'écrasement impitoyable et accéléré par la crise, certains mettent fin à leurs jours en signe de protestation contre l'indifférence générale et la destruction de leur seule communaute, la famille. Il n'est point rare que des proches sans défense, les enfants surtout, sont entraînés dans la mort du désespéré.

Ce monde qu'il nous faut détruire exhude la barbarie civilisée par tous ses pores. L'individu isolé et solitaire parmi la fourmillière des mégapoles est poussé, par le capitalisme, à attenter à sa propre vie. Et, c'est dans les pays les plus

évolués que cette forme de barbarie est des plus courantes en tant que c'est dans ces pays que la réification et la robotisation de l'homme sont les plus poussées, l'atomisation dans les rapports sociaux la plus complète.

D'autres, qui se sont eux aussi rendus compte que le système n'avait plus rien à leur offrir, osent braver la société en passant à une forme quelconque d'illégalité. Ainsi, le chômeur se trouve acculé à mendier ou à voler, misérables à-côtés d'une non moins misérable indemnité de chômage.

Pour le chômeur, la misère n'est pas seulement matérielle, elle n'est pas seulement manque de calories, de protéines,parfois de toit. Le chômeur est opprimé par une société qui,après lui avoir retiré son travail, conspire à lui oter sa qualité d'homme en l'obligeant à avoir recours à la charité.

Ceux que l'huissier a chassés de chez eux, ceux qui restent assis sur les bancs des parcs et des avenues quand le temps le permet et dans les bouches de métro par intempérie, ceux qui se pressent vers les refuges de l'Armée du salut et qui se sustentent d'une nourriture infecte, dévorée avidemment à n'importe quelle heure de la journée, ceux que les concierges chassent à coups de pieds des vide-ordures et des cages d'escaliers, ceux qui prennent la route pour aller mendier "ailleurs" leurs survie, tous ceux-là sont exploités par la charité publique.
Si les capitaines d'industrie ont enlevé au prolétaire-chômeur son "avoir", la charité publique lui enlève, elle, son "être".

En l'absence de luttes prolétariennes, la faim pousse les chômeurs dans deux voies complémentaires : ou à quémander auprès de diverses associations de bienfaisance bourgeoise un "petit quelque chose" ou à s'organiser en groupes de zonards se mettant à vivre de dérisoires rapines, perdant tout honneur à détrousser des miséreux plus faibles qu'eux. Ici, la crapulerie s'est substituée à tout germe de conscience de classe. Ce lumpen, c'est la situation du prolétaire anéanti, l'échelon le plus bas où est descendu le prolétaire désormais incapable de résister, un tant soit peu, à la pression écrasante de la crise.

La crise du capitalisme ne restera pas indéfiniment favorable au prolétariat. Elle ne constituera pas "ad vitae aeternum" une source d'espoir, le choc qui permet la prise de conscience collective refoulant individualisme et égoïsme.Réffirmons le b.a-ba: soit la pression de la crise sociale,plus forte que tous les freins idéologiques et les pièges, démasquera aux yeux du prolétariat tous les mensonges, soit les maladies séniles et mortelles de la civilisation de la décadence contamineront toutes les forces sociales, et toutes les classes en

lutte seraient ruinées et anéanties dans une ultime guerre faisant de cette planète un tas de ruines à jamais stérile.

LA FAMINE MONDIALE

Cent cinquante ans parès l'Inde, où les effets dévastateurs de l'industrie anglaise furent rien moins que térrifiants,cent quarante ans après que les paysans irlandais entrèrent dans le cycle d'une famine qui allait se prolonger sur plus de deux ans et qui parviendra à tuer jusqu'à quinze mille personnes par jour, quantre-vingts ans après la série des grandes famines en Chine, cinquante ans après l'effroyable famine due à la collectivisation agraire forcée et à la disparition de cinq millions de familles paysannes en Russie, l'Afrique est entrée à son tour dans le cycle infernal des famines modernes.

Alors que le dynamisme du mode de production capitaliste juvénile eut pour condition et conséquence la dévastation économique des campagnes indiennes "blanchies des ossements des tisserands" (Marx), la longue et insupportable vieillesse de la société bourgeoise agonisante aura pour accompagnement lugubre le râle des ventre creux d'Afrique et des Caraïbes.

L'interminable martyr des peuples d'Afrique Noire, auquel des siècles entiers de commerce d'ébéne ont donné un lugubre prologue, a véritablement commencé dans les dernières années du XIXème siècle. Les étapes qui conduisirent au capitalisme portent des noms désormais classiques : destruction des anciens mode de production plus ou moins collectifs, liquidation des garanties communautaires ancestrales, expropriation massive et, en point d'orgue, la prolétarisation de la grande masse des Aficains.

Ces morts vivants qui hantent la mauvaise conscience des gouvernants et de leurs idéologues, ne sont pas les victimes d'un manque d'eau conjugué à l'érosion éolienne. C'est l'oeuvre du capitalisme qui a fait de ces hommes et de ces enfants de véritables squelettes. C'est la loi du marché international qui a développé la monoculture et les cultures industrielles (ruineuses pour les cultures vivrières) qu'on doit mettre au banc des accusés. C'est la crise du capitalisme, dont la crise agricole n'est qu'un volet, qui provoque la famine. C'est vers le capitalisme que doit aller notre réquisitoire. Lui a imposé aux agriculteurs du Tchad, du Caméroum, de Hte Volta, du Niger, du Sénégal à "faire" de l'arachide. Lui a forcé les petits producteurs à acheter des engrais et des insecticides en quantité trop grande au regard de leur ressource réelle.

En Haïti, tous les paysans vivent dans des situations infrahumaines, n'ayant parfois pour se loger que ces "ajoupas"

tentes de branchage où l'on ne peut vivre qu'accroupi. Sous le prétexte d'une épidémie de peste porcine, le gouvernement décide l'abattage systématique du troupeau porcin : 1 200 000 bêtes sont sacrifiées, les paysans étant indemnisés au cinquième de leur valeur Une véritable catastrophe déclenchée de main d'homme pour permettre, on s'en aperçut très vite, l'installation de porcheries industrielles, avec des porcs "américains", tournées vers l'exploitation.

La réforme agraire n'a point libéré les exploités de la terre. L'exploitation capitaliste de la terre a créé les conditions de la crise agricole. Sous le régime de la propriété foncière, le travail du paysan et la gestion de sa ferme relèvent des lois du profit capitaliste. Alors que deux hommes sur trois ne mangent pas à leur faim, alors que la consommation humaine de produits agricoles est restreinte par les lois du marché et de la solvabilité, la production agricole est en incessante augmentation.

La bourgeoisie a incorporé à la nature les moyens de production qui permettent au capital de s'assurer la maîtrise de celle-ci. La terre-matière a reculé devant l'avancée de la terre-capital. La concurrence a obligé de mettre en culture de nouvelles terres plus fertiles, ce qui a entrainé la dévalorisation de la terre-capital la moins fertile.

Ce dont peut se rendre capable cette société basée sur la production vampirique d'un capitalisme qui a sur elle la suprématie totale, l'Ethiopie en est un témoignage. A l'automne 1984, l'exploitation idéologique la plus vile, la plus charognarde des monceaux de cadavres battait son plein.

En France, la direction de la troisième chaîne de télé et celle de RTL s'étaient unies pour lancer "les camions de l'espoir" en faveur du Sahel. Un concert, organisé par Bob Geldof, se déroulait à Philadelphie en juillet 1985. En France, l'idée était reprise par les "Chanteurs sans frontière", et c'était le disque pour l'Ethiopie et le concert de la Courneuve.

Les artistes, les chanteurs, les comédiens, les savants, les sportifs sponsorisés se sont mobilisés avec l'intention bruyamment proclamée d'aider par les voies de la charité les survivants de la famine africaine.

Des quantités accrues d'informations sont véhiculées, à un rythme toujours plus rapide, ce qui entraîne la détérioration de la pensée rendue à la fois impersonnelle et fragmentaire. Ce développement a un effet contradictoire: à la fois il rend présente, dans le moindre foyer, la totalité du monde et, il en sépare en raison d'un écran de clichés.
De plus en plus, c'est la fonction qui échoit à l'intelligent-

zia de bourrer les cranes de mensonges, d'envahir la conscience des hommes d'une loghorrée chaotique, tronquée et falsifiée. Il est évident que l'appareil d'Etat les a définitivement domestiqués, que leur pensée est rabaissée à remplir un rôle d'apologie et d'hagiographie du système capitaliste.

Ce sont bien les arrières arrières petits-fils de ces aventuriers qui transformèrent l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires qui signalent aujourd'hui leurs préoccupations de philanthropes douteux. T. Sabine, l'organisateur du rallye auto Paris-Alger-Dakar et son coéquipier le chanteur Bellavoine sont morts en service commandé par...le capital. Ces humanistes faussement désintéressés ont une action qui appelle le mépris. La faim, ça marche et ça fait marcher et rouler!

La création d'une coopérative de pêcheurs, l'inauguration d'un magasin central de céréales et de semences, l'arrosage de quelques arpents de terre, voilà matière à faire, sur fond musical, autant de "scoops". Quelques milliers de sacs de céréales -qui arrivent plu ou moins réellement à bon port-,quelques dizaines de motopompes et le concours d'experts agronomes auraient capacité à sauver les récoltes des villages.

Toute cette activité caritative soulève la nausée. En nous matraquant, d'un bout à l'autre de l'année, de clichés et d' images propres à faire vibrer en chacun la corde sensible, la campagne humanitaire vise à nous faire accepter un autre type de survie : celui des "privilégiés" et autres "chançards" des pays développés et nantis

La sombre tragédie, vécue à des degrès divers dans le monde, atteint des pointes qui pourtant sont loin d'en figurer le paroxysme. Au contraire, tout annonce que l'humanité va connaître des jours plus sombres encore. La prochaine et inévitable disparition de 7 à 10 millions d'Africains, celle de plusieurs centaines de millions de Caraïbes et d'Asiatiques, tout aussi inéluctable, s'insère dans la perspective de la plausible disparition du genre humain dans un conflit thermo-nucléaire. Leur drame n'est que le miroir de l'"avenir" si le prolétariat ne parvenait pas à s'emparer du pouvoir pour libérer le communisme qui étouffe dans les rapports sociaux capitalistes pourrissants.

LES RESTAURANTS DU COEUR, NOUVEAUX BOUIS-BOUIS

Nulle part, l'homme ne devrait souffrir de faim, la pénurie devrait être chose inconnue avec le développement prodigieux des forces productives. Mais, précisemment avec le parasitisme et la putréfaction morbide du capitalisme, la misère fait tâche d'huile.

Plus personne n'ignore, aujourd'hui, quel nombre d'êtres humains meurent chaque jour de faim, de privations, des mille et une misères, de folie, de solitude. Au milieu du plus gigantesque entassement de richesses consomptibles que le monde ait jamais connu, des centaines de millions d'hommes sont à la recherche d'une croûte de pain.

A Paris, l'oeuvre charitable de l'abbé Pierre était connue depuis l'époque de la Libération. En pleine crise capitaliste, Coluche s'était lancé à la suite dans la carrière de dame patronesse : les restaurants du coeur. Il savait plaire aux foules, aux hommes et aux femmes, aux jeunes et aux vieillesgens. Il avait, comme on dit, "la manière". Ses colis de vivres, ses distributions de soupe étaient reçus comme une manne divine. Au faîte d'une gloire terrestre bien méritée, Coluche fut désigné, par les jeunes français âges de 15 à 25 ans, "pop star" de l'année 1985.

Avec l'appui du pouvoir et la complaisance active des "médias", il monte les "restaurants du coeur". Sa réputation, acquise par un art incontestable de la grossière calembredaine, ne se fait que meilleure. Lui même fait figure de héros, bondissant sur la brêche, champion de la Justice et de l'Equité, défenseur des Droits et de la Dignité de la personne en France.

On est en pleine période électorale et la démagogie peut se donner libre cours. Aucun homme politique n'ose émettre la moindre critique sur l'opération. Même le PCF s'y joint et y participe avec des préoccupations "politiciennes". L'affaire "tourne". Coluche, assurant le pain quotidien de quelques miséreux, passera pour un des dieux Lares, avec dans ses mains la corne d'abondance.

Nos camarades du "FOR" ont écrit dans "Alarme" n°31-32 que ce qui cuisait dans les marmites des restaurants du coeur c'était de la saloperie. Effectivement, on servait à une partie de la population paupérisée des plats confectionnés à partir de denrées près d'être avariées, de produits ayant depuis un certain temps dépassé la date limite de consommation. Ainsi, des centaines de ventres creux ont frisé l'empoisonnement, empoisonnement pouvant produire les plus graves séquelles pour l'organisme humain et même entraîner la mort.

Les bonnes volontés vont au peuple. Elles collectent des vivres. Par une habile mise en scène, on montre que c'est "bien bon" et parfaitement mangeable.Ainsi, on met en confiance certains chômeurs qui s'habituent, alors, à se faire servir des plats chauds et cuisinés. Les animateurs des restaurants du coeur nous font penser à ces anciens chanoines gras à lard, gorgés de fines victuailles, tout gonflés de vin, emmitonnés et reniflant dans la soie et les douces étoffes, qui habi-

taient jadis dans de vieilles villes épiscopales, de riches abbayes et qui prêchaient le jeûne et l'abstinence aux ouailles de leurs paroisses. Eux, les thuriféraires des restaurants du coeur consomment du "haut de gamme", de plats concoctés par de célèbres traiteurs et ne dinent que de produits de luxe. Ils donnent des réceptions et des cocktails où se grignotent pour des centaines de mille, des petits-fours et d'apéritifs. Ceux qui vivent en véritables sybarites du XXème siècle, mangeant les meilleurs morceaux et buvant les meilleurs coups, se pavanant en luxieuses automobiles ou en rutilantes motos, avec d'étourdissantes poules, sans cesse renouvellées, jouent la bonne providence des pauvres et les boys-scouts.

Pendant que les rationnaires des restaurants du coeur bouffent de la viande enragée, des rogatons et curent les os, des milliers de quintaux de bons fruits et de légumes frais sont arrosés de fuel et incendiés, des milliers d'hectolitres de vin, de jus de fruit et de lait sont déversés dans les égouts, des centaines de milliers de quintaux de poissons et de viande prennent le chemin de la décharge publique. Tandis que des couvertures, des habits et des chaussures sont mis au pilon, les indigents vont nus pieds sans rien à se mettre sur le dos.

En créant, en animant les restaurants du coeur, Coluche et ses copains assumaient moins une fonction économique qu'une fonction idéologique. La création de pareils établissements n'avait pas pour objectif à court terme d'assurer la survie de ces centaines de travailleurs sans feu ni lieu, car le marché du travail, déprimé, n'a absolument plus besoin d'eux qui comptent pour moins que rien dans les paramètres des économistes. Non, ce fut déterminé fondamentalement par le souci d'habituer les chômeurs à l'assistance publique, à les tromper sur les véritables causes de leur détresse et donc les empêcher de se former une opinion solide, à les dévoyer du chemin de la lutte pour les souder à tout l'ordre établi. La bourgeoisie a fait tout son possible pour que la faim -besoin constant- ne soit pas un facteur de prise de conscience, mais devienne son contraire. Sabine et Coluche ont fait honneur au pays et au drapeau.

Aux temps jadis, on s'inclinait bien bas sur le passage de ce roi qui distribuait, sur sa cassette personnelle, ses généreuses aumônes au bon peuple. Hier, on cédait le haut du pavé à ce gentil seigneur qui faisait don à ses manants et vilains d'un sac de froment. Hier, les religieuses distribuaient pain et huile aux pauvres qui promettaient de voter pour le parti de la calotte. Aujourd'hui, on en cense les Coluche et les Sabine comme de véritables saints de la cause humanitaire, on loue leur charité comme une oeuvre pie. Et, on cultive pieusement leur souvenir.

La tête près du bonnet, ils étaient de puissants hommes d'affaires, brasseurs de grosse galette, menant à bien une juteuse

transaction commerciale et qui abandonnent négligemment une piècette au larbin. Leurs affaires tournaient comme celles d'un consortium de la "solidarité", en somme, qui faisait commerce de charité en jouissant, au surplus, d'un grand capital de prestige et de sympathie.

Ne confondons pas charité et solidarité. La base de la solidarité ouvrière est la lutte. Tous les prolétaires font partie d'une même communauté de destin. Des différences culturelles et de niveau de conscience ne sont pas le résultat d'une différence de nature , mais d'une différence d'environnement éducatif. La base de la solidarité prolétarienne, c'est le travail coopératif de millions d'hommes et de femmes employées à faire fonctionner une organisation de l'économie mondiale. Ceci étant, le capitalisme a donné objectivement la capacité d'instaurer le Communisme. A l'inverse, la charité est l'acte individuel du citoyen isolé, impuissant à transformer socialement le monde qui se donne conscience à peu de frais. Quand la "solidarité" bourgeoise s'exprime à un niveau supérieur et global, s'est contre le prolétariat, porteur du Communisme, qu'elle s'exerce.

La bourgeoisie a besoin de la charité pour maintenir son pouvoir politique et ses privilèges économiques, à rendre l'exploitation capitaliste plus supportable. Chez les prolétaires, la solidarité se manifeste comme élément de la prise de conscience de classe, parce que les intérêts sont identiques. La solidarité, dans le sens prolétarien, ne peut être que le fait de la classe tout entière luttant contre la bourgeoisie, aussi bien dans sa résistance quotidienne que dans la lutte proprement révolutionnaire. Le prolétariat qui généralise ses luttes, affronte l'Etat, qui passe à l'insurrection perd son caractère atomisé pour former un tout homogène : la classe pour soi.

Aux temps de son plus grand rayonnement, la section parisienne de l'"Association Internationale des Travailleurs" mit sur pieds une coopérative de consommation, "La Ménagère", et lança l'idée d'un restaurant ouvrier. C'était beau et généreux parce que le projet émanait de prolétaires organisés en toute indépendance de classe. C'était, alors, un aspect particulier de la lutte ouvrière générale d'ouvriers dignes et fiers d'appartenir à une communauté de pensée et d'action. Fondateurs et habitués des lieux avaient le sentiment chevillé au corps de former une puissance prolétarienne invincible, de former une unité de combat compacte et solide. C'était un défi lancé à la bourgeoisie et la négation, en actes, de la charité publique. Cette initiative revêtit une valeur politique, les prolétaires prouvaient qu'ils pouvaient se passer de la bourgeoisie pour s'entre aider.
On chercherait en vain quelque chose d'analogue aujourd'hui où ceux qui fréquentent les "restaurants du coeur" finissent

par croire que la charité est la Providence. Pour la conscience de classe, ce résultat est désastreux. Quand on comprendra cela, quand on commencera à voir la charité publique sous son véritable jour, alors un pas immense aura été fait pour la Révolution.

DEBOUSSOLEMENT ET MANIPULATION DE LA JEUNESSE

Une notable partie de la jeunesse, arborant par ailleurs le badge anti-raciste "Touche pas à mon pote", s'est mobilisée dans la lutte contre la faim et la misère dans le monde.

Il n'est nullement accidentel que les franges les plus sensibles de la jeunesse se soient laissées enrôler par des charlatans qui prétendent, avec une démagogie consommée, vouloir modifier la situation des masses affamées par le moyen des oboles et des aumones. On lui a proposé, pour combler en partie l'écroulement relatif des mythes de la réussite sociale et de la religion, de s'occuper d'une tâche concrète, immédiate: la misère, le racisme.

Si la jeunesse est généreuse par tempérament, elle est aussi parfaitement inculte politiquement. Comme tous les problèmes brûlants de notre époque, celui de la jeunesse face à sa prise de conscience sociale est la proie de la confusion et de la mystification la plus totale.

"Qui tient la jeunesse, tient l'avenir" disait Lénine. Aussi, la classe dominante cherche, au travers des flux et des reflux de la lutte de classe, à s'en faire un allié assuré. Dans les périodes où le prolétariat baisse la garde, la contre-révolution exerce une action dissolvante sur la jeunesse. Elle peut la manoeuvrer sans danger. Si l'on veut donner une réponse correcte au problème de la jeunesse, il faut l'incorporer au problème du prolétariat, dans l'accomplissement ou non de sa mission historique.Pour l'instant, tout nous montre que la bourgeoisie exploite à son profit l'énorme potentiel qui existe dans la jeunesse.

L'exemple des "pays socialistes" et la politique des partis "communistes" servent de repoussoir. Pis, la jeunesse assimile, très facilement, le Communisme au "goulag". Qui défend encore sincèrement les valeurs révolutionnaires est vite tourné en ridicule et regardé, au mieux, comme un spécimen anté-diluvien par des jeunes qui ignorent tout à fait en quoi elles ont pu consister par le passé. De nombreux militants révolutionnaires, des prolétaires sont morts, par milliers, au nom de ces principes et, le fait laisse complètement indifférente la jeunesse qui a ses idoles dans le "star system", le monde du spectacle et du sport.

Il y a beau temps que le prolétariat n'offre plus aux jeunes ouvriers un pôle où ils pourraient se développer et satisfaire leurs besoins d'une manière sociale. Ils ne s'enrichissent point aux sources d'une tradition culturelle révolutionnaire ; ils ne trouvent rien du côté révolutionnaire, à part de petits groupes sans influence. Les jeunes à militer dans les rangs communistes sont rares. Ils ne se représentent pas, en idée, ce qu'est une organisation ouvrière révolutionnaire qui, d'ailleurs, n'existe pas. Les mouvements de révolte de la jeunesse ne peuvent pas entrer dans le creuset d'une lutte de classe qui se montre insuffisamment attractive pour elle.

La jeunesse est peut-être l'expression la plus dramatique de l'effondrement rapide de la société. En l'absence d'un mouvement prolétarien qui aurait pu satisfaire ses aspirations et absorber sa vigueur, on voit la jeunesse retourner son idéalisme et son besoin de vie aventureuse contre elle-même. C'est le phénomène des "punk" et des "hards". La rébellion de ces mouvements, faits de petits-bourgeois déclassés, paupérisés, et de jeunes prolétaires jetés à la rue par le chômage, conduit à une impasse totale : la dérision stérile et bouffonne des valeurs bourgeoises, et rien de plus. Elle est piégée dans la fausse alternative posée par la bourgeoisie elle-même : s'adapter ou se briser.

En eux, il n'y a pas assez de lucidité -et de sincérité- pour que leur protestation devienne une révolte consciente sur un plan collectif et social. Nihilistes n'ayant aucune perspective, comme le capital ils n'ont aucun avenir. Mais, à l'inverse de celui-ci, qui s'est battu rageusement pour vaincre, eux sont nés sans étoile, pour perdre. Un monde exhalant une puanteur de cadavre leur a oté toute envie de transformer le monde. Pour ces rebelles sans cause. à quoi bon avoir une perspective, quelle qu'elle soit, puisque tout projet humain est annihilé par le mécanisme social.

Pour l'instant, et il en sera longtemps ainsi, la jeunesse ne peut rien trouver à quoi elle puisse appartenir, rien sauf ces bandes ou groupes, tous dominés par la même inquiètude, à la recherche de sensations nouvelles, de quelque chose qui ait l'apparence d'un idéal.

Jamais la jeunesse n'a été aussi peu révolutionnaire, la jeunesse a cessé de briller comme flamme de la révolution. En d'autres époques, la jeunesse prolétarienne jouait un rôle immense dans le mouvement prolétarien. Elle prenait part, avec enthousiasme à tous les combats. Elle constituait le fer de lance de l'action offensive contre les piliers de l'ordre, armée et eglise. Maintenant, à défaut de pouvoir déverser son énergie nerveuse et musculaire dans de vastes mouvements de lutte sociale et politique, elle se tourne vers des foyers où règnent la fièvre et l'agitation. Pourvu qu'elle puisse s'af-

firmer par des actes concrets, elle peut s'investir en n'importe quelle mouvance. De là, le succès des clubs et des matches sportifs, la prolifération des groupes de musiciens hard, la fréquentation massive des stades et des salles de bal. De là, aussi son embrigadement dans les campagnes idéologiques de la bourgeoisie qui utilisent la générosité innée des jeunes au profit du capital. Constatons avec la juste dose de réalisme et d'un coup d'oeil clinique que la jeunesse se trouve partagée entre l'espoir de modifier la condition humaine par des voies non révolutionnaires, parfaitement légalistes et réformistes et le pessimisme le plus total né du spectacle d'un monde agonisant, à la dérive. Le chômage, la misère, la crise sociale, les convulsions terroristes des Etats, les meurtres pour "raison d'Etat", tout cela respire la mort de la société capitaliste. Sur cette atroce quotidienneté flotte, au surplus une épaisse fumée de scandales politiques assortis de "faits divers" sordides, de louches "combinazione" écoeurantes.

Il n'y a plus que la Révolution prolétarienne qui veut dire quelque chose de positif pour l'être humain. Mais la jeunes se -et surtout la jeunesse ouvrière- si elle a appris que le capitalisme c'est la scatologie et l'horreur, ne sait pas que le Communisme est la Vie, le seul champ d'aventure humaine, le seul chemin de la connaissance aujourd'hui.

Pour toute révolte de la jeunesse, il n'y a qu'une seule perspective : ou bien elle maintient fermement son refus de s'adapter à l'ordre bourgeois et constitue les bases d'un mouvement révolutionnaire à naître, ou bien le mépris des jeunes pour la Révolution et le Communisme est plus fort que leur hai ne pour la présente société et, ils prennent rang parmi les futurs dirigeants de l'Etat et autres maquereaux de la politique.

La préparation idéologique de la prochaine guerre ne pourra se faire sans une main-mise totale sur toutes les couches de la jeunesse, l'Etat contrôlant, par tous les moyens possibles, ses aspirations et ses activités.

SEULE, LA LUTTE....

Ce que la classe dominante cède par altruisme et fait distribuer par divers canaux ne représente, du point de vue économique, qu'une bagatelle. Mais ce "rien" a une énorme importance idéologique. Vaste entreprise qui vit de la misère, la charité tend à faire apparaître la société de classes avec un halo miséricordieux.

Dans la pratique de la charité sur une grande échelle, avec des organismes comme le "Comité catholique contre la faim", l'"Association française des volontaire du progrès" , "Terre

des Hommes" "La Croix Rouge", "Le Secours Populaire Français" "La Cimade", "Les Chiffonniers d'Emmaüs", qui disposent de moyens importants, le capitalisme et l'Etat trouvent de quoi améliorer leur image de marque.

La charité est un piège et, le prolétariat qui ne veut pas se laisser traiter en mendiant doit comprendre que les aumones enchaînent les malheureux à leurs "bienfaiteurs". Seule, la lutte est synonyme de "dignité". Le prolétariat doit impérativement se débarrasser de cette véritable contamination idéologique qu'est la charité, il doit détruire toute solidarité de classe avec ses exploiteurs.

Aujourd'hui, où la misère grandit, la lutte reste possible, pour les travailleurs encore en "poste" au moment des licenciements, pour les chômeurs privés d'emploi. Si les chômeurs constituent des comités, ils ne doivent pas le faire en tant que chômeurs, mais en tant que prolétaires, admettant tous les autres travailleurs, chômeurs ou non. Et, surtout ils doivent se réunir en dehors de tout contrôle syndical. Ils doivent faire sauter les barrières qui les emprisonnent dans la catégorie, dans la profession, dans la région et, dans la nation.

Les quelques centaines de milliers de chômeurs du début de la crise dans les nations industrielles sont maintenant légion, on les recense par dizaines de millions actuellement dans les pays centraux et par centaines de millions dans les pays périphériques. Une famille d'ouvriers qui ne compte pas au moins un chômeur se fait, aujourd'hui, de plus en plus rare. Les travailleurs qui touchaient les plus hauts salaires dans l'industrie, le commerce et les transports vivent désormais dans le dénuement. La perspective qui s'ouvre est l'intégration des chômeurs à la politique des grands travaux, à l'économie de guerre.

La question "Les chômeurs sont-ils mieux placés pour lutter contre le capitalisme?" est une fausse interrogation. Si le développement d'un lumpemprolétariat et la criminalité plus grande qui en découle représente une menace bien réelle pour la cohésion de la classe dominante, les chômeurs ne peuvent devenir une véritable force révolutionnaire que s'ils se joignent à la lutte générale. Il n'y aura mouvement de lutte des chômeurs que dans la mesure où ceux qui demeurent enchaînés dans les bagnes productivistes s'attaqueront aux racines de leur exploitation comme classe indépendante et consciente. La lutte des chômeurs ne peut être suspendue dans le vide, elle requiert la lutte de tout le prolétariat, et la lutte de ceux qui paralysent la production doit recevoir l'aide militante des chômeurs, beaucoup plus mobiles et disponibles.

Les chômeurs doivent conserver et renforcer leur méfiance

à l'égard de la bourgeoisie lorsque celle-ci annonce vouloir faire quelque chose de positif pour eux. Ils ne doivent pas se laisser endormir par les divers hochets philanthropiques. Un moratoire, un secours alimentaire, une distribution de tickets pour l'électricité et le gaz, etc auront un rôle idéologique à 99% et pratique à 1%.

Les travailleurs "au travail" ont à se libérer des vieux réflexes corporatistes et se déshabituer de la discipline sociale, à briser le joug capitaliste qui a fini par leur peler le cou. Ils doivent répondre aux appels de détresse émis par leurs frères de classe au chômage. Ils doivent cesser de franchir les portes de la fabrique en éternels vendeurs apportant sur le marché le seul "bien" qu'ils possèdent : leurs muscles et leur cerveau. Ils doivent cesser d'espèrer qu'ils peuvent changer leurs "bleus" de travail contre un "col blanc"

A la vérité, nous sommes encore éloignés de ce tableau qui reste, cependant, du domaine des perspectives révolutionnaires. Prise dans l'engrenage de la paupérisation généralisée, la classe ouvrière n'a, jusqu'ici, atteint qu'un stade de conscience étroit et limité. Dans sa masse, elle reste conservatrice et imprégnée d'illusions réformistes. Nulle part, les révoltes de la classe ouvrière n'ont réussit à offrir de sérieuses possibilités d'alternative révolutionnaires aux institutions en place. Grèves et occupations d'usines, au lieu de constituer des écoles élementaires du communisme, n'ont fait qu'épuiser l'énergie de la classe en vaines escarmouches, parfaites expressions de l'immobilisation sur une étape faussement revendicative.

Nous sommes loin des grandioses dépenses d'énergie révolutionnaire et, nullement dans une période de radicalisation qui augurerait la période d'activité pré-révolutionnaire. Il faut en prendre son parti et laisser les braillards s'époumoner derrière les cortèges syndicaux à la recherche d'"éléments radicalisés". Tenir compte des forces réelles du prolétariat, prendre en compte ses faiblesses et affirmer le retard immense de la conscience sur la réalité et bien plus difficile que de crier à la riposte générale tous les quatre matins.

Hors de l'indispensable lutte de classe, point de salut pour le prolétariat et l'humanité. Hors de la lutte, c'est l'enfoncement dans la décadence civilisée.Le prolétariat, s'il est révolutionnaire, ne réclame pas un meilleur fonctionnement du capitalisme, une distribution plus "équitable" des marchandises, une bonne répartition de la plus-value dans les oeuvres charitables.

Le bouleversement du monde qui intéresse le prolétariat a sens de : transformation de la société par l'activité consciente de la classe ouvrière dans une perspective de communisation des rapports entre les hommes. C'est par ce bouleversement radical que le prolétariat parviendra à reconquèrir son essence humaine aliénée, aliènée dans le travail salarié, aliénée dans la politique, aliénée dans la religion.

Pour le Communisme, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de changer pratiquement l'ordre des choses établi. La réappropriation de l'essence de l'homme ne viendra jamais du geste miséricordieux d'un Dieu tutélaire et bienfaisant penché avec amour et compassion sur son sort malheureux. Elle ne résultera pas des clowneries d'estrade d'un Coluche ni du marketing d'un Bob Geldof, organisateur des concerts de Wembley et de Philadelphie. Elle ne lui viendra que de son seul effort, des seuls actes de sa volonté par lesquels il s'arrachera lui-même de son assujetissement pour réaliser les conditions de sa libération.

LE COMMUNISME

Depuis longtemps, le capitalisme a construit les bases matérielles, "techniques", c'est à dire a rassemblé un patrimoine de forces productives qui suffit amplement au Communisme. Nous vivons à un moment de l'histoire humaine où toutes les conditions sont amplement réunies pour réaliser le Communisme, seule issue possible pour l'espèce humaine.

Les choses en sont arrivées aujourd'hui à un tel point,que les hommes doivent s'approprier la totalité existante des forces productives. Cela, tant pour échapper au pourrissement de tout l'organisme social et au génocide total et définitif que pour fournir à leur existence un fondement différent pour bâtir une nouvelle vie.

Seule la dictature du prolétariat aura la force et les capacités de lutter contre le "paupérisme", non certes par décret et ordonnances administratives, mais seulement après avoir assumé le passage de tout le pouvoir aux Conseils ouvriers et aux Soviets territoriaux. Cette forme transitoire de "gouvernement des hommes par les hommes" ne connaîtra pas de règles différentes que celles voulues par les Soviets et les Conseils qui seront le levier des mesures de socialisation venant satisfaire l'ensemble des revendications sociales avancées par le prolétariat. Sans hésiter, il fera courageusement sauter toutes les entraves au processus de communisation des rapports sociaux.

La dictature du prolétariat mettra la main sur les stoks

de marchandises et réquisitionnera tout le matériel roulant (rail, camions), les avions et les cargos pour apporter des vivres, des médicaments, des vêtements, partout où le besoin des masses l'exigera. Les Soviets territoriaux assumeront la distribution gratuite, sans ostracisme, corporatisme, distinction nationale ou de bloc. Elle enlèvera l'exercice de toutes les branches de la production aux individus isolés, se faisant concurrence les uns les autres, pour les remettre à la collectivité.

Dans la nouvelle société émergeant de l'ancienne, tous ces négociants, hôteliers, intermédiaires, courtiers, mandataires, tous les mercantis deviendront superflus. Un immense pas aura été franchi vers la disparition du commerce. Toute la machine commerciale sera liquidée, en lieu et place seront des entrepôts communaux qui nécessiteront un personnel des plus réduits pour leur bonne marche. La situation alimentaire des larges masses se sera améliorée dans des proportions infinies.

Le but fondamental déterminant toule la politique économique du pouvoir ouvrier n'aura plus rien à voir avec le développement des forces productives. A notre époque, cette perspective est largement dépassée et totalement dépourvue de charge révolutionnaire. L'impératif est la satisfaction des besoins de l'homme, sinon immédiatement mais en lui ouvrant la plus grande brêche possible.

La production, exercée pour le bénéfice et le compte communs d'après un plan d'ensemble et avec la participation de chacun des membres, pourra alors être réalisée en fonction de la consommation sans passer sous les terribles fourches caudines de la "rentabilité", de l'échange de valeurs.

En premier lieu, le pouvoir ouvrier transformera en producteurs non seulement les oisifs qui vivent de leurs revenus et de leurs rentes, mais la foule des intermédiaires rendus nécessaires par l'anarchie individualiste et qui travaillent sans produire, ainsi que le personnel des banques, des compagnies d'assurances, les hommes d'affaires de diverses catégories et, encore et surtout les travailleurs à fabriquer des engins de mort (armes, automobiles)seront "reconvertis" dans un travail socialement utile.

Tandis que les heures de travail nécessaire diminueront grâce à la suppression des emplois parasitaires et à caractère destructif, la part du travail utile n'en prendra que plus d'ampleur.

La terre n'appartiendra à plus personne, car elle est la matière, par excellence, de tout travail humain et la base de l'existence de l'homme. A ce stade de son développement, la so-

ciété reprend ce qu'elle possédait à ses origines et le débarrassera de tout ce qui parasite et enlaidi la nature. Alors qu'en régime capitaliste tous les perfectionnements techniques ne servent qu'à augmenter l'emprise du travail mort sur le travail vivant, avec le communisme, les forces productives libèrent les individus de la contingente et des nécessités en les mettant en rapport pratique avec la production (spirituelle ou autre) du monde entier. Sans entraves, les hommes jouissent de cette production omnilatérale, de toutes les immenses créations des hommes sur la terre. Avec le communisme, il y a établissement d'une société dans laquelle les hommes peuvent construire et penser leurs rapports sociaux à l'aide de concepts clairs et simples. C'est une communauté d'individus qui prennent sous leur contrôle conscient leur conditions d'existence et savent déterminer ce qui est profitable et ce qui, au contraire, et nuisible pour la société.
Aspirant à créer des oeuvres humaines, faites pour l'homme, la société communiste y parviendra d'autant plus facilement que cette association découlera de la solidarité, elle même condition du libre développement des individus.

Pour abattre la domination vénimeuse du capitalisme, il faut en finir avec le mercantilisme et la loi de la valeur, avec la vente et l'achat de la force de travail. L'abolition, bien sûr, ne se décréte pas. C'est une pratique consciente qui propulse la société de son état anarchique et cahotique à l'état d'équilibre stable et d'harmonie. De simple marchandise force de travail, la classe ouvrière deviendra la force dominant le proces social de production dont la finalité, tournée vers la satisfaction des besoins humains, sera la disparition du prolétariat.

> "Le rapport rationnel entre l'homme et la
> "nature naîtra à partir du moment où l'on
> "ne fera plus ces comptes et ces calculs
> "des projets en monnaie,mais en grandeurs
> "physiques et humaines."

A.Bordiga : "La légende du Piave"

Au capitalisme devrait succéder le Communisme. Si le prolétariat s'empare du pouvoir , ce sera sous la forme de volonté claire de la grande majorité des masses dans les pays essentiels, et pas autrement que comme la force de leur consciente adhésion aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagés par le parti historique.

Lorsque ce processus de conscientisation aura vaincu tous les obstacles, lorsque l'homme aura tiré de la terre toutes les ressources dont celle-ci dispose et dans un rapport de non-domination mercenaire, alors l'homme se trouvera enfin réconcilié avec la nature, alors pourra commencer la vie sur ce qu'on pourra appeler, sans aucune emphase poétique, le paradis sur terre.

L'INSURRECTION HONGROISE 1956

Voici trente ans, le prolétariat hongrois se soulevait contre l'exploitation capitaliste imposée par la clique stalinienne de Géroé-Rakosy s'appuyant, elle-même, sur la police de sûreté de l'Etat, l'AVH, dont les pratiques de tortionnaire n'avaient rien à envier à celles de la Gestapo.

Tout est parti le mardi 23 octobre 1956. A l'initiative du "Cercle Pétöfi", étudiants et intellectuels étaient venus manifester massivement en faveur des "frères polonais", les travailleurs et les employés pour leurs propres revendications sociales et en signe de solidarité avec leurs frères de classe polonais en lutte contre la dictature de Beriut qui, bientôt, sera relayée par celle de Gomulka.

Alors qu'ils s'attendaient à d'importantes concessions de la part du gouvernement de Hegedüs, les manifestants reçurent une fin de non-recevoir totale. Géroé, ex agent influent du NKVD en Espagne en 1936-37, leur tenait un discours proprement provocateur. Des centaines de manifestants cherchèrent à pénétrer dans la Maison de la Radio pour transmettre un massage rédiodiffusé à la nation. Des dizaines d'entre eux furent abattus à la mitrailleuse lourde par les agents de l'AVH qui montaient la garde dans les couloirs. La colère explosa. La gigantesque statue d'acier de Staline fut déboulonnée. L'ignoble symbole de la misère et de l'oppression des masses hongroises, qui trônait dans le Parc public de Buda-Pest, fut décapité et démembré au chalumeau dans des cris de joie et des chants d'allégresse. Mais ces cris comme ces chants appartennaient au répertoire patriotique.

Travailleurs et étudiants commencèrent alors à se battre réellement. La manifestation autorisée par le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur M.Fekete avait tourné à l'insurrection. Des unités de l'armée hongroise se laissèrent désarmer par les manifestants où bien passèrent de leur côté ; des ouvriers retournèrent vers les usines où les équipes de nuit arrêtérent le travail et s'emparèrent des dépôts d'armes de la "milice ouvrière", des groupes de combat se formèrent. Au cours de la nuit, les combats se généralisèrent.

Dans le but de faire respecter la "légalité socialiste", le gouvernement Hegedüs décrétait la loi martiale le lendemain. Ce pantin, dont Rakosy tirait les ficelles, fut remplacé par Imré Nagy appelé à assumer la place de premier Ministre. Sur la base du "Traité de Varsovie", Nagy demanda, en bon chien de garde, l'intervention des unités russes qui stationnaient en Hongrie depuis 1944. Et, conformément à la "solidarité du camp socialiste", celles-ci se mettaient en marche. Les chars russes

de Kroutchev déferlèrent et pénétrèrent à Buda Pest, le 24 octobre. Les combats de rue redoublèrent d'intensité tandis que les manifestations de rue se poursuivent. Les insurgés hércèlent les Russes et tiennent les quartiers autour des casernes et dans les banlieues ouvrières. Loin d'écraser l'insurrection, l'intervention des tanks russes la généralise et exacerbe les sentiments chauvins. Le caractère nationaliste de l'insurrection ne fait plus aucun doute.

Les travailleurs sont engagés dans des combats terribles. De graves défections se font jour dans l'armée hongroise. Ainsi, le 26 le colonel Maleter passe du côté des insurgés. Avec son unité de chars, il tient la caserne Kilian. Par endroits, les soldats russes fraternisent ou bien se déclarent neutres et tirent au-dessus des têtes.

Par leurs combats, les insurgés tiennent tête aux forces gouvernemantales et aux troupes russes. Ils obligent celles-ci à se retirer dans leurs garnisons, le 28 octobre. Au plus fort de la bataille, des milliers de prisonniers de l'AVH furent arrachés de leurs géôles. Farkas, premier flic de Hongrie, est abattu ainsi que des centaines de ses sbires.

Après dix ans de "construction du socialisme", les travailleurs de Hongrie concluaient que ledit régime n'avait rien du caractère "ouvrier" que lui prétait la propagande stalinienne et que le "parti dirigeant" avait en mains la machine d'oppression sur la population laborieuse.

Dans ce pays où la grève est regardée comme un véritable crime envers l'Etat et la "propriété du peuple", la grève va devenir générale et tenir bon. Dans les principales usines de la banlieue industrielle de Buda-Pest, des Conseils Ouvriers surgissent. De Pecs à Buda-Pest, de Debrecen à Csurgo, de Györ à Miskolc, les Conseils Ouvriers s'organisaient. La classe ouvrière, longtemps censurée et muselée, réapprenait à parler son langage de classe. La faim, le froid, la mauvaise nourriture et la fatigue d'un effort productif exorbitant, la terreur policière, l'y avait inéluctablement poussée.

Dans leur soif de changement les prolétaires voulaient l'écrasement de la hiérarchie salariale, la suppression des normes et de l'impôt sur les célibataires et les couples sans enfants, la majoration des retraites les plus faibles, l'augmentation des allocations familiales et la construction de logements sociaux par l'Etat.Cela sur le plan économique.

En politique, ils voulaient le Gouvernement d'Imré Nagy,la suppression du monopartisme, des élections libres et une Constitution nouvelle; la libération du territoire national, des négociations avec tous les pays en vue d'établir des "rela-

tions sur la base du principe de l'égalité", le démantèlement de la police politique, la constitution d'une Garde Nationale ouvrière pour renforcer armée et police ordinaire.

Sur le plan social, les travailleurs réclamaient la constitution de Conseils ouvriers dans les usines et l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat.

Ce qui ressort de ces revendications c'est que le prolétariat ne s'attaque nullement à l'Etat capitaliste en tant que tel. Ce puissant mouvement est dirigé contre une forme d'Etat.

Les Conseils ouvriers se voulaient être plus proches des Conseils yougoslaves de Tito que des Conseils ouvriers de la Hongrie de 1919. Ils revendiquaient la cogestion. Ils recherchaient les meilleures voies pour que la Hongrie construise elle-même "son " socialisme national, indépendant et "libre". Les Conseils ouvriers se voulaient être les propriétaires des usines. Certains Conseils s'étaient mis à fonctionner en véritables gestionnaires de la force de travail, organisant eux-mêmes l'émulation au travail pour obtenir des rendements "jamis vus". Dans leur mémorandum adressé à Nagy, les ouvriers ont exprimé le désir de travailler honnêtement pour le bien de la Patrie.

La question de la transformation sociale apparait comme un simple réaménagement des conditions de travail, comme une simple question d'"organisation démocratique" de la production, non comme l'aboutissement d'une lutte de classe dont le champ est, non l'usine ou l'entreprise, mais la société tout entière, c'est à dire une lutte politique.

Il n'est point fortuit si le 26 octobre le nouveau Comité central du parti "communiste" hongrois approuve l'élection des Conseils ouvriers avec l'assistance des syndicats, tandis que le Présidium du Conseil national des syndicats devenus "libres" propose lui- même que les entreprises soient dirigées par les Conseils ouvriers. De la sorte, on ranimait les anciens Conseils de Géroé qui étaient composés du directeur, du secrétaire, des bonzes du syndicat et de quelques ouvriers lèche-bottes. Des réunions de coordination des Conseils d'usine eurent lieu au siège des Syndicats, notamment celui de la puissante fédération de la métallurgie. Encore le 24 novembre, le quotidien syndical affirmait que les ouvriers devaient avoir un droit de regard plus étendu sur la marche des entreprises.

Affirmons que les travailleurs hongrois, mystifiés par le capitalisme d'Etat, confondaient socialisme et propriété étatique des moyens de production et d'échange. Ainsi, proclamaient-ils leur farouche intention de défendre les "acquis": la nationalisation de l'industrie, des services et du commer-

ce et la collectivisation des terres (qui avait été, bien de fois, forcée). Ils déclaraient être décidés à ne rendre ni les usines aux capitalistes ni la terre aux hobereaux. Les travailleurs, en plein fantasmes, craignaient le retour des "capitalistes" autant que les paysans celui des "seigneurs". Ils ne voulaient pas qu'on leur enlève leurs usines, leurs mines, leurs postes, leurs chemins de fer, leurs banques nationalisés.

Si les socialisations s'intégrent dans l'Etat, elles ne représentent pas une marche vers la destruction des rapports de production capitaliste, mais un maquillage de l'ennemi, de son pouvoir, de son exploitation. Si l'on admet que l'on puisse faire la lutte pour la socialisation sans la lutte pour la destruction de l'Etat, on devient le colporteur d'une mystification dans les rangs ouvriers. Dans tous les cas, la "propriété du peuple", la "propriété syndicale", la "propriété de la coopérative ouvrière", c'est le capitalisme d'Etat!

Les Conseils ouvriers se sont fédérés par arrondissements, par villes et par provinces. Mais, jamais ils n'ont représenté une virtualité de "double pouvoir". A l'inverse, ils formaient le rempart vivant du gouvernement Nagy. Les travailleurs voulaient Nagy au pouvoir et déclaraient être prêts à travailler loyalement avec l'équipe de "novateurs". Grand était le prestige politique de Nagy qui, de 1952 à 1954, ralentissant l'accumulation dans l'industrie lourde, avait accordé quelques miettes en améliorant le secteur des biens de consommation. Prestige d'autant plus fort qu'il avait été brutalement relevé de ses fonctions d'administrateur du capitalisme hongrois, en avril 1955. A l'inverse Rakosi, qui avait repris les concessions de l'éphémère "printemps hongrois" en pratiquant la politique du "salami", incarnait le Mal. Soutenu par Moscou, il était le facile bouc émissaire au mécontentement général.

La classe ouvrière hongroise avait choisi Nagy et rejeté Rakosy. Où est le choix de classe? Nulle part. Croyant qu'il pouvait y avoir un "moindre mal", elle crut qu'un changement de personne allait résoudre ses problèmes. Aucune force révolutionnaire, aucune organisation marxiste, personne n'était là pour montrer au prolétariat hongrois qu'il n'y a pour lui aucune forme d'organisation bourgeoisie qu'il puisse défendre.

Dans la Hongrie de 1956, il n'y eut donc pas débordement des institutions, l'Etat ne fut pas mis en pièce et remplacé par les organismes de la dictature du prolétariat: Conseils et Comités révolutionnaires. Le mouvement revêt un caractère constitutionnel. Ce qui fut réalisé, à l'applaudissement frénétique des trotskystes, ce fut l'épuration populaire de la police. Mais la police en tant que telle resta entièrement debout et ses représentants se faisaient élire dans les Comités révolutionnaires. Une partie de l'armée hongroise passa dans

le camp "anti-russe". Mais, en tant que telle, l'armée demeura intacte et, elle aussi, put se faire librement représenter dans les Comités révolutionnaires.

A lire les nombreuses proclamations, ce qui saute aux yeux c'est la revendication de la liberté nationale pour la Hongrie, la liberté pour son peuple de chosir son destin. En Hongrie, la classe ouvrière ne lança pas d'appel à la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe, encore moins à celle de Russie. Et, pourtant, cette dernière se dressait, en maintes occasions, contre la dictature de Kroutchev. Ses représentants s'adressèrent démocratiquement à l'ONU et à la "conscience du monde". A mille lieux des objectifs révolutionnaires, la classe ouvrière de Hongrie méconnut et ses ennemis et ses amis.

En Hongrie, aucun mouvement révolutionnaire des ouvriers ne se produisit ; le patriotisme national fut le plus fort. Déclanché comme une rébellion contre l'URSS, le mouvement n'a pas été prolétarien mais inter-classes. C'est la classe ouvrière qui lui a fourni les combattants qui ont tenu en échec la deuxième puissance impérialiste mondiale. Sa puissance lui est venue de la grève générale. Mais la grève générale voulait se dérouler jusqu'au départ du dernier soldat russe.

La classe ouvrière hongroise versa abondamment son sang. Or, le véritable combat de classe contre ses propres exploiteurs n'a pas eu lieu. La classe ouvrière ne se démarqua pas politiquement avec assez de netteté des autres couches de la population. Elle glissa dangereusement dans le front uni anti-russe et s'y empêtra. Elle voulait la pluralité des partis qui reconnaissaient la socialisation (capitalisme d'Etat). Aussi, était elle pour des élections "libres" afin de désigner un nouveau Parlement. D'une manière générale les ouvriers désiraient que les partis ayant participé à la coalition gouvernementale entre 1945 et 1947, puissent prendre part à ces élections. En 1956, les travailleurs de Hongrie sont attachés à une illusion mortelle : la démocratie, sociale et politique.

Si en face du déferlement des chars russes les ouvriers sont poussés, non pas vers l'attaque contre la machine étatique du capitalisme mais vers sa sauvegarde, alors c'est la collaboration de classe qui triomphe. La voie pour l'éclosion de la conscience de classe se trouvait tout à fait en dehors d'un appui à Nagy, dans la voie opposée du déclenchement du mouvement prolétarien, politiquement indépendant.

Neuf mois après avoir dénoncé les "crimes de Staline" et sa pratique de la répression de masse au moyen de l'appareil gouvernemental, le parti et le gouvernement de la Russie ont écrasé dans le sang, à la face du monde, l'insurrection hongroise. Les tanks "socialistes" russes, qui au passage avaient

mis en selle le nouveau gouvernement de Kadar, homme de paille attaché à maintenir la Hongrie dans la dépendance de l'impérialisme russe, tiraient des obus "ouvriers" qui déchiquetaient le corps des travailleurs "fascistes" hongrois et, les coktails Molotov des "hooligans" mettaient hors de combat ces mêmes chars "socialistes".

En 1919, la Commune hongroise fut trahie par les socio-démocrates Paidle et Payer, secondés dans ce travail par les corps des officiers, la bureaucratie cupide et la soldatesque ignorante. En 1956, l'insurrection de Hongrie fut noyee dans le sang par des bouchers s'intitulant "communistes". Cette répression, qui fit entre 30 000 et 40 000 morts, exercée au nom de la "patrie socialiste", fut autant bestiale que celle du régent Horty.

Ce qui s'est passé en Hongrie en 1956 doit nous rappeler que le fameux "camp socialiste" est à l'image des pays de la domination capitaliste sous la zone occidentale, composée de grandes et de petites nations dominées par l'impérialisme yankee. Comme les bourgeoisies nationales, les équipes au pouvoir dans les pays de l'Est utilisent les slogans de l'"indépendance nationale" pour s'assurer des fiefs -qui finalement ne peuvent retomber que sous la coupe d'un suzerain. Nous pensons que les travailleurs ont autre chose à faire que de se solidariser avec leurs exploiteurs et leurs dirigeants.

Pour la classe ouvrière il ne s'agit pas de mettre une touche de libéralisation sur le régime capitaliste, mais de l'abattre. L'Etat n'a pas -et ne peut- être humanisé dans son fonctionnement, mais détruit. L'armée et la police ne doivent pas être démocratisées mais démantelées pour laisser place aux milices ouvrières armées. Il ne s'agit pas de préférer le "libéral" Nagy au "stalinien" Rakosy ; il s'agit de mettre fin à leurs pouvoirs.

Eux seuls les ouvriers n'ont pas de patrie. Et seule leur lutte autonome pour leur émancipation sociale pourra aboutir à la construction d'un monde unifié et solidaire, sans Etat ni nation et leur saleté de rivalités inter-impérialistes.

Le programme hongrois de 1956 constitua un recul énorme par rapport à celui de la rouge Commune hongroise de 1919, qui proclamait "Dictature du prolétariat!".

Les trotskystes de la IVème Internationale ont favorablement présenté l'insurrection et l'ont louée comme une date des plus marquantes de la révolution politique dans un "Etat ouvrier déformé" pour le débarrasser de la bureaucratie usurpatrice. Pour "Socialisme ou Barbarie" ce fut la première révolution prolétarienne contre la bureaucratie d'Etat, contre la techno-bureaucratie. Se laissant abuser par les formes, ce

groupe sombra dans l'apologie pure et simple du mouvement qui, selon ses analyses, mettait aux prises "dirigeants" et "dirigés". Derrière tout ce radicalisme de façade se cachaient les préjugés gestionnistes les plus pernicieux. Pour "Socialisme ou Barbarie", pour la "IVème Internationale", la classe des propriétaires bourgeois des usines et de la terre avaient disparu, seule la "caste" dirigeante s'opposait au socialisme.

Il reste que le mouvement hongrois est difficile à classer. L'importance sociale du prolétariat avait augmenté et cependant le regroupement des classes dans la lutte est retourné à un modèle archaïque -un modèle quarantuitard, oui, mais sans les bases historiques et matérielles de 1848. Telle un fantôme du passé, la "démocratie révolutionnaire" a ressurgi avec un contenu anachronique. C'est le contraste béant entre la puissance des moyens de classe mis en branle par le prolétariat et l'étroitesse bourgeoise des buts. Ce mouvement s'est produit dans un pays industriel moderne colonisé par une grande puissance impérialiste qui en pillait les meilleures richesses.

Ce mouvement est comme le début du processus qui mettra les prolétaires en mesure de dépasser la fausse opposition Totalitarisme-Démocratie. Il constitue une des premières brèche dans le monstrueux édifice de la contre-révolution stalinienne.

Pour les communistes que nous sommes il est hors de question de faire de l'insurrection hongroise, marquée par la profonde empreinte de la contre-révolution, le "nec plus ultra" du mouvement ouvrier moderne. Les Conseils ouvriers appelés à surgir demain en Hongrie reprendront, en l'élevant qualitativement, la forme d'organisation qui était celle de leur tradition révolutionnaire de 1919. Et, ils en approfondiront le programme social.

*
* *

On s'en doute, la presse stalinienne française a colomnié tant et plus l'insurrection en déversant des tombereaux d'ignobles mensonges. L'"Humanité" et la cryto-stalinienne "Libération" se déchaînèrent. Ces deux torchons imprimèrent les mensonges les plus vils. Les insurgés étaient présentés comme des hooligans payés par l'Amérique, les Conseils ouvriers comme les organismes du "lumpemprolétariat" et la "lie de la société". A.Stil, récent prix Staline de littérature, eut le front d'écrire: "Les fascistes, usant de la démagogie autant que de la terreur, ont forcé les travailleurs demeurés loyaux au régime socialiste à faire grève contre leur gré, et à occuper les usines le fusil dans le dos.". Quelques mois auparavant, le P"C"F avait voté les pleins pouvoirs au gouvernement de la répression colonialiste française.

En pleine guerre froide, l'impérialisme occidental utilisa l'intervention des chars russes en Hongrie pour couvrir ses propres entreprises militaires en Algérie et en Egypte. Les Bidault et les Laniel, les réactionnaires de tous bords se découvraient d'un amour sans bornes pour les travailleurs- pourvu qu'ils habitent Buda-Pest.

Un véritable concert de déboussolement du prolétariat fut ainsi organisé par la gauche "progressiste" et par la droite "réactionnaire". Les crocodiles occidentaux pleurèrent, démagogiquement, à chaudes larmes sur la répression. Les staliniens se réjouirent, cyniquement, du retour à l'ordre et au travail. Les travailleurs, désorganisés, sans perspective, restèrent dans l'expectative et écoutèrent en silence les informations venant de Buda-Pest.

Trente ans après l'insurrection de Buda-Pest, les maîtres de Moscou et leurs satellites nationaux continuent à gouverner d'une poigne de fer. L'Armée rouge, gardienne du Saint-Empire grand russe est toujours là, prête à intervenir militairement pour écraser toute opposition.

Aujourd'hui alors que le monde sombre dans le pourrissement social et culturel, les Conseils ouvriers restent plus que jamais la seule solution possible à la crise qui ronge le capitalisme et qui y sévit de façon permanente, à l'Est comme à l'Ouest. Mais à condition que ces prochains Conseils se fassent l'armature de la dictature rouge et le fer de lance du programme révolutionnaire.

==========

ADDITIF: Le 21 nov., une Conférence nationale des Conseils ouvriers se réunit à Buda-Pest, en dépit de l'interdiction gouvernementale et du déploiement des forces russes dans le quartier où elle doit avoir lieu. La Conférence appelle à une grève de 48 heures contre la répression, elle exige de nouveau le retour de Nagy, le départ des Russes, l'arrêt des emprisonnements "arbitraires", le droit de grève, la possibilité légale d'éditer des journaux. Pour le 23 novembre, elle décide de commémorer dans le recueillement l'anniversaire du début de la "Révolution" et demande aux gens de rester chez eux pendant 1 heure. En outre, elle propose que seule les femmes participeront à la commémoration de l'anniversaire de la 2ème intervention russe, pour le 4 décembre. On le voit, le Conseil Central fonctionne rapidement tel un syndicat.

D'UN ONZE NOVEMBRE A L'AUTRE

Ce 11 novembre 1986, la paix que célèbre avec faste la bourgeoisie française, c'est évidemment celle qui, après le traité de Versailles, lui a ramené l'Alsace-Lorraine et permis de solifier, au détriment de l'Allemagne vaincue, sa position de force dans l'arène impérialiste mondiale. Son pacifisme, depuis ce jour, sera celui d'un militarisme vainqueur tenant, ebc et ongles, à ses positions conquises.

En une nuit, le 4 août 1914, le monde capitaliste a basculé dans la barbarie totale. Un demi-siècle de développement organique du capitalisme, salué pour ses splendeurs, se terminait en déchaînant sur l'humanité ses schrapnels, ses gaz vésicants et son ypérite. Tout le bel édifice bourgeois fut taillé en pièces : les engagements de neutralité "bienveillante", les traités de paix, les accords diplomatiques et, jusqu'au suprême enseignement évangélique "Tu ne tueras pas!".

La France "républicaine et laïque" s'est battue aux côtés du tsarisme "rempart de la réaction" et "prison des peuples slaves" contre la "réactionnaire Allemagne des Hobereaux" amie du Turc "arrièré et sanguinaire". Elle s'est proclamée fer-de-lance de la "civilisation" et elle a porté la dévastation et la mort de l'autre côté du Rhin, dans les Balkans et les principautés danubiennes. Elle s'est déclarée salvatrice des "peuples opprimés" et a exacerbé les sentiments de haine entre les peuples. Elle s'est réclamée des sacro-saints principes d'Egalité, de Liberté et de Fraternité, et elle a mis au pillage ses colonies d'Afrique et d'Asie pour alimenter en chair à canon sa guerre de rapine, pour faire tourner ses dévorantes usines de guerre. Elle s'est revendiquée des idéaux de justice universelle et des "droits de l'homme" de 1789, mais elle a marché, armée jusqu'aux dents, sur la République des Conseils ouvriers hongrois, organisé, de concert avec les autres bandits impérialistes, le blocus alimentaire des Soviets russes qui, dans un magnifique sursaut révolutionnaire, avaient renversé son allié : le satrape Nicolas II.

Ce 11 novembre 1986, les soldats auxquels la bourgeoisie tient à rendre son annuel hommage, ce sont ceux qui, à la fois énivrés par le vacarme patriotique et déroutés par la trahison ignominieuse de la Social-Démocratie, sont montés en ligne, en vagues successives, pour la "der des der".

A Salonique, ils se sont entr'égorgés pour le Bosphore;sous Belfort et Verdun, ils se sont étripés à l'arme blanche pour la reprise de l'Alsace-Lorraine.

Mais, quand ces mêmes combattants, quand ces soldats de ligne et ces marins, comprenant enfin ce que signifiaient les appels des "va-en-guerre", se mirent debout, relevèrent le drapeau rouge et refusèrent de se battre plus longtemps avec

l'"ennemi extérieur" ; quand les martyrisés du front décidèrent de cesser d'être les dupes des brillants Etats-Majors à la recherche du "communiqué victorieux" ; quand les soldats fraternisèrent et orgnaisèrent des Soviets, alors Foch et Clémenceau, avides de discipline, ivres de sang, donnèrent ordre de fusiller "pour l'exemple".

Il est donc logique qu'en ces jours de crise capitaliste sans remède, les fractions de la classe dominante, fêtant ensemble la "paix" de Versailles, commémorent l'événement monstrueux qui, après avoir entraîné le prolétariat dans le sabbat guerrier, se termina aux bénéfices de la bourgeoisie. Il est on ne peut plus compréhensible que les tendances politiques qui prônent le capitalisme d'Etat soient pour une politique militariste renforcée.

Mais, ce 11 novembre 1986, les révolutionnaires saluent l'exemple des soldats et marins qui forcèrent la bourgeoisie à arrêter en 1918 la boucherie mondiale. Ils savent que le prolétariat, international par sa nature, peut seul sortir l'humanité de la barbarie guerrière et construire un monde qui ne connaîtra plus de guerres parce qu'il aura détruit les prisons capitalistes de tous les Etats nationaux.

***

Ce 11 novembre 1986 se confond avec la lutte de l'Etat contre le "terrorisme international" devenu ciment d'union nationale, englobant tous les partis par-dessus leurs divergences de détail sur l'art et la manière de nous exploiter. Le terroriste, dont les bombes et les grenades frappent la population sans discernement particulier, est l'ennemi commun de tout le peuple français en tant qu'il mettrait en danger le fonctionnement de la démocratie. Or, le terrorisme renforce la démocratie par le fait que la population reconnaît à l'Etat l'exclusivité des armes et l'usage de la violence. Toutes les classes confondues, l'ensemble de la population approuve les mesures coërcitives prises par l'Etat démocratique.

Découvrir le terroriste, prévenir la police, à chacun de nous est dévolu le rôle civique de porter attention sur l'"étranger", de surveiller les moindres faits et gestes de notre voisin. Des affiches sont apposées dans les bureaux de poste, les hall des bâtiments publics, sur les vitrines des grands magasins ; des récompenses sont offertes aux zélés délateurs.

L'Etat veut nous faire vivre dans une atmosphère de supcision et de délation, nous payer le salaire de Judas pour toute dénonciation dans l'"intérêt de la police". Dans son chantage à la peur, il veut faire de nous des lavettes approuvant le super-flicage et réclamant l'écuelle comme le dernier des chiens de garde. Sans répit, l'Etat travaille à créer un climat psychologique favorable à des actions de plus grande en-

vergure qu'il dirigera contre le prolétariat quand celui-ci se révoltera enfin.

La guerre paraissait être loin, au Liban ou en Afghanistan. Depuis la vague d'attentats meutriers de la fin septembre, la voilà intra-muros, dans les cafétérias, les grands magasins,le métro. Haut et fort, Chirac a déclaré "Ades actes de guerre, nous répondrons par des actes de guerre" Et, cette guerre n' est que la retombée, en France, de l'engagement militaire français extrêmement poussé dans les conflits du Moyen-Orient.Derrière le terrorisme, derrière l'anti-terrorisme, il y a toujours un Etat, un pays en état de guerre ou en état de paix.

Tous les médias sont mobilisés pour maintenir la psychose des attentats. Toute la population se sent concernée puisque directement touchée. Gagnée par une peur atavique, envahie par le vieux réflexe xénophobe, elle est prête à collaborer avec l'Etat dans une commune lutte pour le retour à la "paix civile". C'est encore au nom du "progrès" de la "civilisation" que se mène la lutte contre le terrorisme. Foutaise: le terrorisme est fils légitime de la civilisation capitaliste décadente.

L'hystérique chasse aux sorcières terroristes est menée tambour battant par les argousins de Pasqua. La police est renforcée qui quadrille, interroge, fouille, rafle, expulse. Arme au poing, les superman en tenue de combat sont prêts à ouvrir le feu au moindre "incident". En automne 1986, la capitale ressemble à l'image qu'elle donnait au monde en 1961, du temps des ratonnades contre les Algériens en France.

L'insécurité, c'est l'Etat qui réussit à faire entrer progressivement dans les têtes l'inéluctabilité de la présence policière nuit et jour, l'occupation militaire de l'espace urbain. Toujours plus de flics, de "paniers à salade", de commissariats. Voilà le véritable paysage social de la France. Paysage social fait pour nous rendre plus concrète, plus spectaculaire notre atomisation, notre soumission à l'Etat qui se nourrit du sang des victimes des attentats, qui s'alimente de notre peur. Tout le monde a peur. Les bourgeois ont peur d'aller au spectacle, les travailleurs ont peur de perdre leur poste, les chômeurs peur de perdre leur allocation de misère, les petits vieux ont peur de leur solitude. On a peur d'un autre Hiroshima, d'un autre Bophal. La peur est unanime et bien réelle en chacun de nous. C'est la peur de n'être plus rien, de n'avoir plus rien de sécurisant.

Pendant que s'orchestre à grands bruits la lutte contre le terrorisme, l'Etat fait passer, sans opposition ouvrière marquée, dans le silence absolu, un train de mesures visant une exploitation renforcée des travailleurs, pour plier ces derniers sous le joug des nécessités économiques.

De même que la guerre de 1914/18, les attentats terroristes et leur répression sont des expressions communes de la barbarie et de la décomposition du système capitaliste. Chacun de ces attentats perpétrés à Paris et à Beyrouth, à Belfast ou à Rome, est un nuage de plus dans le ciel qui s'assombrit de façon menaçante sur le monde.

Comme les guerres, les attentats sont le produit du vieux monde pourrissant, ils sont engendrés quotidiennement par la société bourgeoise atteinte jusqu'en sa moëlle osseuse. Aussi, ce ne sont pas les Etats capitalistes quels qu'ils soient qui empêcheront les répugnants attentats de répandre le sang, la mutilation et la mort, mais bien l'action révolutionnaire du prolétariat partout dans le monde.

La classe ouvrière a le devoir historique de se préparer à apporter le scalpel de la lutte révolutionnaire sur le corps de la vieille société pour la vider de ses humeurs morbides. Elle doit instaurer le pouvoir mondial des Conseils ouvriers pour faire oeuvre de régénération sociale. Elle doit vouloir en finir avec toute cette pourriture d'organisations terroristes -trempant pour alimenter leurs trésors de guerre dans le trafic de drogue et/ou la traite des blanches (*)- qui commettent leurs attentats aveugles sous toutes les latitudes de la planète. Il lui faut crier qu'elle ne tolère plus cet ordre de boue et de sang où les assassins paradent et font la "une" des journaux: "Assez du capitalisme!", "Assez de la domination bourgeoise!", "Assez d'attentats!", "Assez d'intimidations policières!".

Pour le malheur de l'humanité, cette situation ne trouve pas la classe ouvrière dans la capacité de répondre sérieusement ni mobilisée sur son terrain, sur pied de guerre, disposée à mettre fin implacablement aux actes criminels qui se succèdent continuellement. Tant qu'il en sera ainsi, la liste des attentats ne fera que s'allonger et s'alourdir de nouvelles victimes.

(*): Un seul exemple éclairera notre propos, la Colombie. Là, c'est toujours et encore la terreur de la civilisation qui sévit sous sa forme étatique et celle des aspirants dictateurs de la guerilla. Du côté de l'Etat, c'est le rapt des jeunes gens pour l'armée régulière nationale, forme expéditive de recrutement. De l'autre versant, c'est la guerilla anti-impérialiste qui met à feu la province montagneuse de Cali et terrorise les paysans. Plusieurs fosses communes y ont été découvertes dans le courant de l'année 1986. Dans ces tombes, étaient enfouis des dizaines de cadavres de guerilléros étranglés et torturés par des "camarades" du M 19. Ce mouvement de "libération nationale", en cheville avec les "mafiose" fait trafic de cigarettes de contre-bande et de narcotique.C'est la Colombie qui fournit une bonnepartie de la marijuana et 80% de la cocaïne consommées aux "State".

LE CONGRES A LA LIGUE A HAMBOURG

Frères, nous soutenons une grande cause, une cause admirable. Nous proclamons le plus grand bouleversement qui ait jamais été proclamé au monde, un bouleversement qui n'a pas son égal en profondeur ni en conséquences dans toute l'histoire du monde. Nous ne savons pas dans quelle mesure il nous sera donné de participer aux fruits de ce bouleversement. Mais ce que nous savons, c'est que ce bouleversement arrive avec force ; ce que nous voyons, c'est que partout, en France comme en Allemagne, en Angleterre comme en Amérique les masses du prolétariat en colère se mettent en mouvement et d'une voix souvent confuse encore mais toujours plus forte et plus intelligible exigent leur libération des chaînes du règne de l'argent, des chaînes de la bourgeoisie

Ce que nous voyons, c'est que la classe des bourgeois s'enrichit toujours plus, que les classes moyennes disparaissent de plus en plus et qu'ainsi l'évolution historique elle-même pousse à une vaste révolution qui éclatera un jour à cause de la misère du peuple et de l'arrogance des riches. Ce jour, frères, nous espérons tous le voir, et même si nous n'avons pas eu l'occasion de prendre les armes au cours de ce printemps comme la circulaire de l'Autorité centrale en entrevoyait la possibilité, que cela ne vous trouble pas.

Ce jour viendra, et le jour où les masses populaires en colonnes serrées disperseront les mercenaires des capitalistes, ce jour-là on verra ce que fut notre Ligue et quel a été son travail! Et même si nous ne vivons pas tous assez pour voir les fruits de ce grand combat, même si des centaines d'entre nous tombent sous la mitraille de la bourgeoisie, tous nous aurons, même les disparus, participé au combat, et ce combat, cette victoire à elle seule vaut une vie de travail acharné.

Sur ce adieu.

Au nom du Congrès

Heide
Secrétaire

Le Président
Carl Schill

Londres, le 9 juin 1847

CONTRE LES BOURREAUX DE HONGRIE

AUX PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS

"A L'OCCASION DE SON CONGRES UNIVERSEL, L'INTERNA-
"TIONALE COMMUNISTE AU NOM DE MILLIONS DE TRAVAIL-
"LEURS SUR LE POINT D'ENGAGER LA LUTTE MONDIALE
"AVEC LES CAPITALISTES, ADRESSE CE PRESSANT APPEL
"AU PROLETARIAT TOUT ENTIER : DRESSEZ-VOUS POUR
"LUTTER CONTRE LES BOURREAUX DE HONGRIE ! DANS
"CETTE LUTTE METTEZ EN OEUVRE TOUS LES MOYENS,
"ARRETEZ TOUS LES TRAINS CHARGES D'ARMES, FAITES
"SAUTER TOUT TRANSPORT MILITAIRE SE RENDANT EN
"HONGRIE A DESTINATION DE L'ARMEE HORTY, REDUISEZ
"PAR DES GREVES INCESSANTES A L'IMPUISSANCE LES
"OFFICIERS QUI VONT ASSASSINER LES TRAVAILLEURS,
"DESORGANISEZ LA PRODUCTION DES ARMES, SOYEZ LES
"SEULS A ETRE ARMES! DESAGREGEZ L'ARMEE DE L'IMPE-
"RIALISME. ENTOUREZ D'UNE MURAILLE DE HAINE LE
"PAYS DES ASSASSINS DU PROLETARIAT!
"TRAVAILLEURS! PAR VOTRE INDIFFERENCE VOUS VOUS
"FAITES LES AUXILLIAIRES DE CES BOURREAUX! ENTREZ
"DANS LES RANGS DES COMBATTANTS! DEFENDEZ VOTRE
"HONNEUR PROLETARIEN! ET VOUS, TRAVAILLEURS DE
"HONGRIE, COURAGE! LES PROLETAIRES DU MONDE ENTIER
"SONT AVEC VOUS. L'INTERNATIONALE COMMUNISTE VOUS
"EXPRIME SES SENTIMENTS D'AMOUR ET DE FRATERNITE.
"LA HONGRIE SOVIETISTE EST MORTE! VIVE LA HONGRIE
"SOVIETISTE!"

PETROGRAD, LE 16 OCTOBRE 1920

ABONNEMENT
4 numéros par an...80F
(précisez JALONS)
René Nazon
Marseille 3 395 98 T

"JALONS"
c/o "L'Herbe Rouge"
1b.Rue d'Alésia
75 014 PARIS

15 F